



HAL
open science

Intégrer les campagnes bulgares et roumaines : le défi de leur différence

Béatrice von Hirschhausen, Miléna Guest

► **To cite this version:**

Béatrice von Hirschhausen, Miléna Guest. Intégrer les campagnes bulgares et roumaines : le défi de leur différence. Espace Géographique, 2008, 4, pp.297-312. halshs-00420841

HAL Id: halshs-00420841

<https://shs.hal.science/halshs-00420841>

Submitted on 9 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EG

2008-4

p. 297-312

Intégrer les campagnes bulgares et roumaines : le défi de leurs différences

BÉATRICE VON HIRSCHHAUSEN

Centre Marc Bloch
Schiffbauerdamm, 19
10117 Berlin
HB@cmb.hu-berlin.de

avec la collaboration de

MILENA GUEST

École nationale supérieure d'architecture
de Normandie
milena.guest@wanadoo.fr

RÉSUMÉ. – Avec l'élargissement à la Bulgarie et à la Roumanie, l'Union européenne a fait entrer au sein de la politique agricole commune des campagnes caractérisées par le dualisme de leurs structures agricoles, des charges agraires fortes, des résultats productifs très médiocres et la faiblesse des revenus alternatifs. L'article pose ici l'hypothèse que la nécessaire transformation de ces campagnes ne saurait se penser en termes de rattrapage. Il s'attache à décrire leurs traits spécifiques, aux niveaux nationaux et régionaux et dans la durée de leurs histoires agraires, pour mieux analyser les enjeux et les difficultés d'une politique agricole qui soit ajustée à leurs défis, à partir d'outils forgés dans des contextes ouest-européens très différents.

AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL,
INTÉGRATION EUROPÉENNE, POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

RESUMAT. – *Integrarea spațiilor rurale bulgare și românești: provocarea diferențelor.* Odată cu aderarea Bulgariei și a României, Uniunea Europeană a adus în cadrul politicii agricole comune spații rurale caracterizate de dualismul structurilor agricole, de puternice presiuni agrare, de rezultate productive submedice și de venituri alternative extrem de reduse. Articolul avansează ipoteza că necesitatea transformării acestor spații rurale nu poate fi gândită ca un proces de ajungere din urmă a spațiilor similare din Occident. Studiul descrie trăsăturile lor specifice, văzute la nivele naționale și regionale și în cadrul evoluției istoriilor lor agrare. Scopul acestei analize aprofundate este centrat pe mizele și pe dificultățile pe care le-ar avea de înfruntat o politică agricolă ajustată nevoilor lor însă bazată pe instrumente care au fost realizate în contexte vest-europene foarte diferite.

AGRICULTURA, DEZVOLTARE RURALA,
INTEGRARE EUROPEANA, POLITICA AGRICOLA COMUNA

ABSTRACT. – *The integration of Bulgarian and Romanian rural areas: the challenge of their differences.* – With the accession of Bulgaria and Romania, rural areas characterised by a dualistic farming structure, high agrarian pressure, low productivity and extremely low alternative incomes have been brought into the European Union's Common Agricultural Policy framework. This article makes the hypothesis that the need to change these rural areas cannot be thought of as a rapid catch-up process to bring them into line with their counterparts in Western Europe. The study describes their specific features over the evolution of their agrarian history at national and regional levels. The purpose of this analysis is focused on the implications and risks of an agrarian policy moulded on their needs, but based on instruments that have been used in very different Western European contexts.

AGRICULTURE, COMMON AGRICULTURAL POLICY,
EUROPEAN INTEGRATION, RURAL DEVELOPMENT

РЕЗЮМЕ. – *Интеграция на българските и румънски селски територии: предизвикателствата на техните различия*

С разширяването към България и Румъния, Европейският съюз въведе в Общата аграрна политика дуални селскостопански структури, с високи данъчни тежести, ниска продуктивност и слаби алтернативни доходи. Тази статия поставя хипотезата, че необходимата трансформация на тези пространства е грешно да бъде анализирана като "догонване". Тя описва специфичните черти на селските територии на национално и регионално ниво, както и в процеса на тяхната аграрна история, за да анализира впоследствие предизвикателствата и трудностите пред аграрната политика – предизвикателства и трудности, които са съизмерими с тези на прилагането на инструменти на анализ произлезли от различни западноевропейски контексти.

интеграция в Европейския съюз, селско стопанство,
селскостопанско развитие, Обща Аграрна Политика

Avec son élargissement à la Bulgarie et la Roumanie en 2007, l'Union européenne a fait entrer près de cinq millions d'exploitations agricoles qui représentent plus de 34 % du nombre total des exploitations de l'Union. Ce défi quantitatif (fig. 1) surpasse celui des intégrations de 2004 (Bazin, 2007). Les nouveaux entrants n'apportent toutefois que 9 % de la superficie agricole totale. L'écart entre ces deux chiffres signale un émiettement extrême des structures que l'on interprète communément en termes de retard, en y associant les images d'un monde rural où l'activité est presque exclusivement agricole et où l'intensité du travail renvoie à la faiblesse des moyens techniques. Les politiques nationales de transformation des agricultures, encore balbutiantes, s'inspirent de celles qui firent recette dans les années 1950-1960 pour moderniser les campagnes ouest-européennes et réduire la paysannerie pléthorique; la politique européenne elle-même mise sur une forme de convergence des évolutions.

Nous posons pourtant ici l'hypothèse que la question de la nécessaire transformation de ces campagnes ne saurait se lire sous l'angle du rattrapage. D'abord parce que l'environnement économique et social au sein duquel la mutation doit s'opérer est de nature fondamentalement différente, mais aussi parce que derrière les très gros effectifs se cachent des pratiques agricoles et sociales hétérogènes dont on biaise la lecture si on les rapporte systématiquement à celles des campagnes françaises, allemandes ou même italiennes ou espagnoles d'il y a cinquante ans. Leur différence, construite non seulement au cours de la période de collectivisation socialiste puis de décollectivisation mais également au fil

de l'histoire agraire antérieure des deux pays, demande à être précisée. C'est l'appréciation des traits propres à ces espaces qui nous permettra ensuite de prendre la mesure des défis posés à la politique d'intégration.

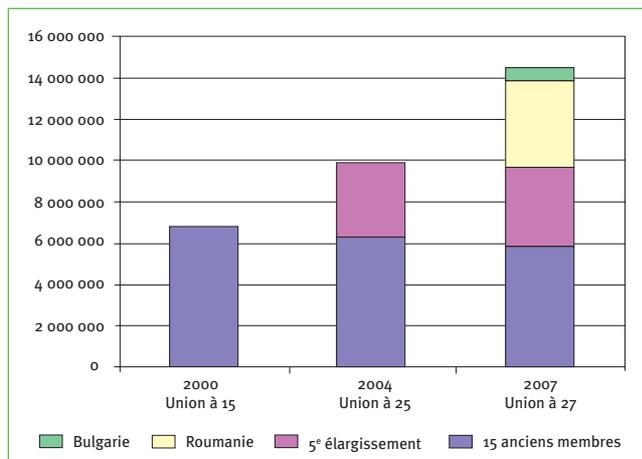


Fig. 1/ Évolution du nombre d'exploitations agricoles au sein de l'Union européenne

Le défi de la différence

Des structures agricoles duales

La pléthore paysanne et plus précisément les effectifs des très petites exploitations, caractérisent d'emblée les campagnes bulgares et roumaines au sein de l'Union européenne. La carte du *microfundium* européen (fig. 2) montre que si dans l'Europe des quinze c'était le Sud (Italie, Espagne, Grèce et Portugal) qui assurait l'essentiel des effectifs des petites exploitations, les deux vagues d'intégration de 2004 et de 2007 ont fait basculer le poids paysan vers l'est. La Roumanie (4,2 millions d'exploitations de moins de 5 ha) et la Bulgarie (6 455 000) sont, au côté de la Pologne (1,4 million), deux gros contributeurs à cette nouvelle géographie paysanne de l'Union (Eurostat, 2003). Qui plus est, ces très petites exploitations diffèrent de leurs consœurs de l'Ouest: si dans les anciens États membres cette catégorie de taille renvoie le plus souvent aux productions spécialisées, bien installées sur le marché européen des primeurs,

chez les nouveaux entrants elle correspond à une agriculture paysanne pour l'essentiel non marchande.

Le tamis statistique d'Eurostat est d'ailleurs mal calibré pour rendre compte de la signature structurelle des deux pays. Il ne fait pas de distinction en deçà de 5 ha, alors que les moyennes nationales sont en Roumanie de 3,5 ha par exploitation et de 4,3 ha en Bulgarie, tirées vers le bas par la masse des microstructures. Les statistiques nationales font des nuances (fig. 3) et soulignent l'importance numérique des unités de moins de 1 ha. Les très grandes exploitations tiennent à l'inverse une part très importante des terres. La polarisation des structures agraires est particulièrement accusée en Bulgarie : en 2005, d'après le ministère de l'Agriculture, les exploitations de plus de 1 000 ha cultivent 35 % des terres. La Roumanie présente l'originalité de compter une grande classe d'exploitations disposant de 1 à 10 ha (plus de deux millions) en charge de près de 40 % des terres.

Ce dualisme des structures agricoles a une double origine. Il est d'abord issu de la collectivisation et des voies de décollectivisation empruntées depuis 1990. Héritier du partage qui régnait avant 1989 entre très grandes structures socialistes et microstructures des lopins, il a été façonné par le démantèlement des unités socialistes dont une part des terres a été redistribuée au profit de la petite propriété paysanne. Les nuances entre les deux pays sont le fait des différentes politiques menées de part et d'autre du Danube dans le dernier demi-siècle. En Bulgarie,

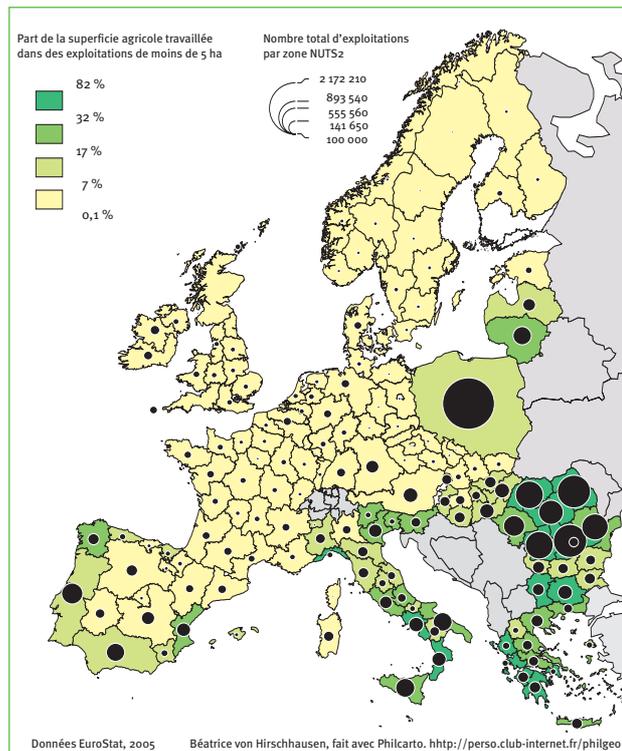


Fig. 2/ La nouvelle géographie paysanne de l'Europe

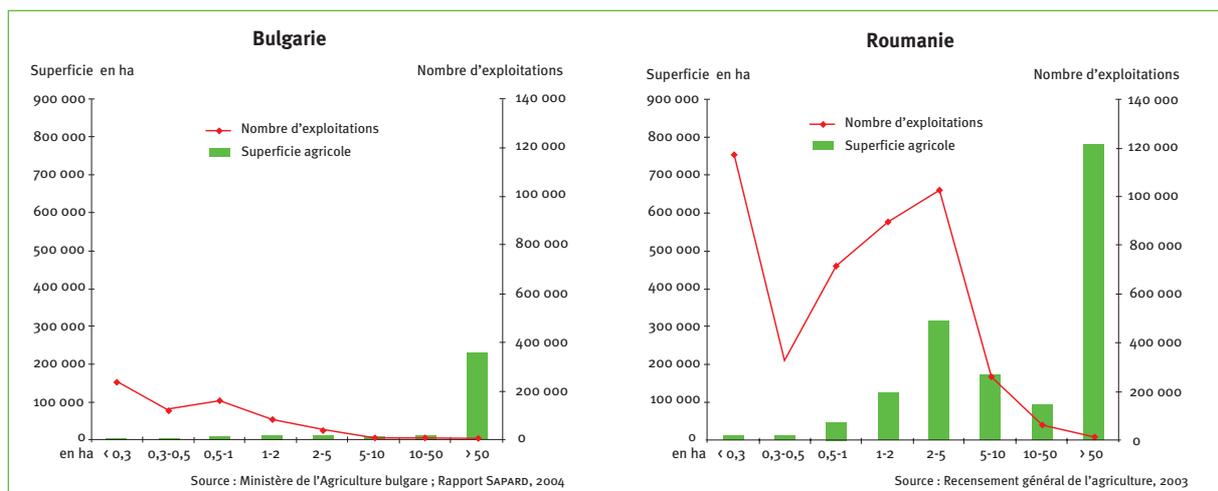


Fig. 3/ Structures agricoles en Roumanie et en Bulgarie

une décollectivisation chaotique et plutôt lente a abouti à la transformation des entreprises socialistes (TKZC) sous des formes fractionnées en entreprises de statut commercial ou coopératif. Les micro-exploitations particulièrement surreprésentées se sont multipliées à la marge, sur le modèle réinterprété des lopins (Billaut, 1996; Giordano, Kostova, 1995; Kopeva, Noev, 2003). En Roumanie, la collectivisation moins aboutie a débouché non sur la transformation mais sur un démantèlement puissant des coopératives qui a radicalement émietté le foncier (Hirschhausen, 1997) faisant exploser le nombre des exploitations de moins de 5 ha. Les anciennes entreprises d'État ont, quant à elles, donné naissance, sous des formes para-étatiques ou privatisées, au noyau dur des grandes structures d'aujourd'hui que viennent grossir dans les plaines des formes néo-coopératives de grandes dimensions. Les unités « moyennes » de 10 à 50 ha restent marginales (moins de 6 % des terres).

Au-delà de cet héritage socialiste et post-socialiste, le dualisme agricole actuel est aussi à resituer dans une filiation agraire de plus longue durée, façonnée par l'histoire des grands domaines de cette partie de l'Europe. Leur domination fut entamée par les réformes agraires successives qui ont accompagné la construction des États nationaux. Toutefois, les géographes ont montré les voies de reproduction de la matrice agraire ancienne. La coopérativisation des terres paysannes en avait en partie gommé le marquage; la décollectivisation en réveille la trame foncière (Rey, 1996; Hirschhausen, 1997, Kopeva, Noev, 2003). On ne saurait négliger dans la compréhension des problématiques actuelles l'efficacité encore active de ces structurations à longue portée: elles sont lisibles sur les cadastres et encadrent les représentations du travail agricole.

Charges agraires, pauvreté, migrations circulaires

D'histoires agraires heurtées, les campagnes bulgares et roumaines sortent à la fois denses et pauvres. Les charges agraires sont fortes. La Bulgarie peine à dénombrer ses actifs agricoles¹. Si l'on retient le chiffre de l'annuaire statistique 2004, le pays compte près de 806 000 actifs dans le secteur agricole (soit 10,7 % des actifs). Avec 2,7 actifs pour 10 ha, les terres bulgares apparaissent parmi les plus surchargées de l'Union européenne. Côté roumain, la charge agraire apparaît moindre dans les statistiques (2 actifs pour 10 ha) mais le poids social plus lourd: ses 3 millions d'actifs agricoles représentent 32 % de la population occupée. Des « mondes pleins » qui tranchent avec les campagnes dépaysannisées de l'Ouest européen: villages peuplés et sillonnés d'attelages, champs qui s'animent aux saisons des travaux, les paysages transcrivent les logiques paysannes commandées par de fortes densités agricoles et focalisées sur la subsistance du groupe familial.

Sous l'effet de la forte dépendance des ruraux à l'égard d'un secteur agricole peu rémunérateur, ces campagnes affichent les indices de pauvreté nationaux parmi les plus élevés de l'Union. La pauvreté est d'abord familiale et individuelle. Les indicateurs de revenu, de santé ou d'éducation sont très défavorables: en Bulgarie, par exemple, le taux de mortalité infantile était en 2001 de 16,5 ‰ dans les campagnes contre 10,7 ‰ en ville. La pauvreté est aussi collective. La très grande faiblesse des investissements ruraux, des décennies durant, a laissé les campagnes dans un état de grave sous-équipement. En Roumanie, les enquêtes montrent qu'en 2002, 80 % des foyers ruraux n'avaient pas d'accès à l'eau courante, 86 % pas de sanitaires (Rey *et al.*, 2007, p. 123-125; Dumitru *et al.*, 2004, p. 26). L'équipement routier dans les deux pays demeure faible et la disparition au début des années 1990 des lignes d'autobus a réduit

1. Selon les critères pris en compte leur nombre oscille entre 1,4 million, nombre de personnes qui déclarent travailler dans l'agriculture (chiffre produit par le rapport 2004 d'évaluation du programme européen de pré-adhésion SAPARD) et 335 000, nombre d'actifs à temps plein. Eurostat, de son côté, en ne retenant que les 118 000 exploitations correspondant à au moins une unité de dimension européenne (sur 672 000 des statistiques ministérielles) recense 246 400 unités de travail annuel (équivalent à un temps plein).

en corollaire l'accès aux services sociaux, scolaires ou culturels de niveau supérieur. L'enclavement est une réalité quotidienne et l'ampleur des efforts fournis depuis, grâce aux financements européens, n'a pas encore permis de réels rattrapages.

Dans ce contexte et avec la diffusion croissante de modèles de consommation ouest-européens, les populations les plus dynamiques et jeunes vont chercher ailleurs les moyens financiers d'y avoir accès. La suppression en 2001 des visas d'entrée dans l'espace Schengen a ouvert une voie légalisée à des séjours fréquents et de courte durée. Les ruraux bulgares partent vers la Grèce, l'Espagne ou la Turquie, les ruraux de Roumanie en Italie du Nord, en Allemagne, en Hongrie, en Espagne. Depuis dix ans, les travaux portant sur les mécanismes migratoires dans les villages de départ se sont multipliés, montrant la relative rareté de l'émigration définitive en partance des villages et les grands mouvements circulatoires, fortement articulés aux réseaux de solidarités familiales (Mihailescu, 2000 ; Diminescu, 2001 ; Potot, 2007). Dans un grand nombre de communes roumaines ce sont plus de 30 % des personnes (surtout des femmes) qui ont été recensées comme résidant à l'étranger en 2002. Dans ces villages, les départs se comptent alors par dizaines (Rey *et al.*, 2007, p. 172). Comme dans d'autres terres d'émigration, l'argent fourni alimente essentiellement la consommation courante et le bâtiment. On construit de nouvelles maisons et on améliore les anciennes, mais rares sont les investissements productifs dans un secteur agricole bloqué par le manque de terre et l'absence de perspectives d'avenir. On manque d'informations sur les investissements dans d'autres secteurs. Au demeurant faibles, ils seraient décisifs pour amorcer une dynamique de développement.

L'ensemble des caractères observés s'agence dans l'espace selon des modalités variables. Le rapport entre micro-exploitations et grandes entreprises varie fortement d'une région à l'autre et dessine une géographie contrastée des régimes fonciers. L'espace géographique est ici à la fois empreinte et matrice : empreinte des structures agraires et des systèmes de peuplement qui ont verrouillé les régions agricoles sur des trajectoires très spécifiques, matrice des avènements possibles.

Une géographie contrastée des enjeux de développement

Une brève analyse de quelques indicateurs statistiques nationaux (tabl. 1) met en lumière les spécificités nationales des deux agricultures. Côté bulgare, le fort taux d'urbanisation est associé à un taux d'emploi agricole trois fois inférieur au chiffre roumain : la micro-agriculture y est pour une grande part le fait de citadins pluriactifs, contraints à multiplier leurs ressources (Kaneff, Carter, 1999). Le travail agricole par unité de surface, quand il est calculé en UTA², s'avère aussi trois fois inférieur aux charges roumaines. On peut faire l'hypothèse que les solutions à la question du dualisme agricole sont pour une large part à chercher en ville. C'est de l'amélioration de l'emploi urbain que devrait venir un recul des microstructures agricoles. Côté roumain, l'exode rural bien moindre des décennies socialistes a maintenu des taux de ruralité élevés. La petite agriculture est ici villageoise, les taux d'emploi agricole sont forts, les charges agricoles effectives également. La question agricole est ici une question de développement rural, dans un contexte de fortes densités villageoises.

À un niveau plus fin, on peut essayer de préciser les types de modèles agricoles, et les réponses au double défi social et productif. Nous réfléchissons ici à partir d'une carte des types d'agriculture (fig. 4) construite sur une dizaine d'indicateurs. Il s'agit de considérer

2. L'unité de travail annuel (UTA) mesure la quantité de travail humain fourni en agriculture. Elle équivaut au travail d'une personne travaillant à temps plein pendant une année

Tabl. 1/ Indicateurs nationaux des agricultures bulgares et roumaines

| | Bulgarie | Roumanie |
|---|-------------------------|---------------------------|
| Part de la population rurale en 2005 (%) | 29 | 45 |
| Part de la population occupée dans l'agriculture en 2004* (%) | 10,7 | 32,6 |
| Part de l'agriculture dans le PIB 2004* (%) | 8,2 | 12,2 |
| Balance extérieure agricole 2005 | +374 millions d'euros** | -1,3 milliards d'euros*** |
| Superficie agricole utilisée en 2004* | 5 331 000 ha | 14 324 000 ha |
| Charge agraire en nombre d'UTA pour 10 ha en 2004* (moyenne de l'Europe des quinze = 0,5 UTA/10 ha) | 0,6 UTA/10 ha | 2,1 UTA/10 ha |
| Rendements en blé (moyenne 1996-2007)* (moyenne de l'Europe des quinze = 57 q/ha) | 28,7 q/ha/30 | 24,5 q/ha/21 |
| Production végétale en 2000 par hectare* (moyenne de l'Europe des quinze = 1 010 euros/ha) | 244 euros/ha | 341 euros/ha |
| Production animale par ha en 2000* (moyenne de l'Europe des quinze = 843 euros/ha) | 271 euros/ha | 208 euros/ha |

Sources : * : Eurostat ; ** : Banque nationale de Bulgarie (www.bnb.bg) données au 1^{er} septembre 2007 ; *** : Mission économique de l'Ambassade de France en Roumanie – fiche de synthèse, 2006.

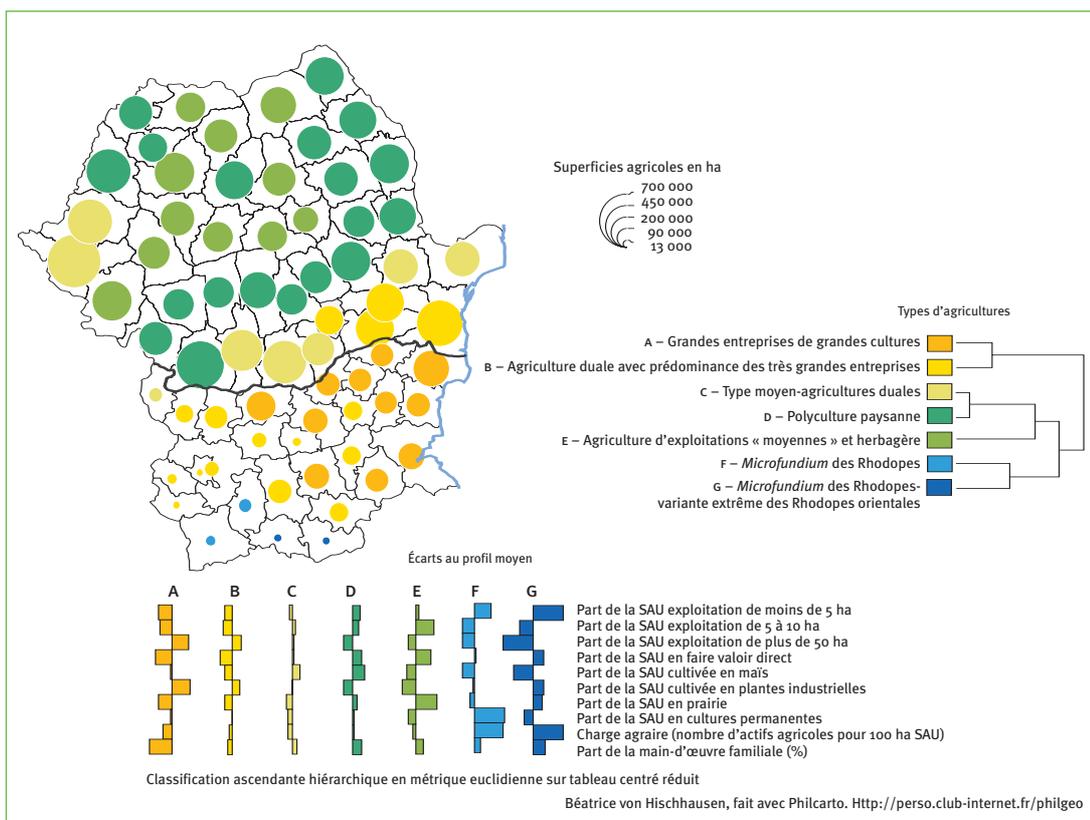


Fig. 4/ Types d'agricultures en Bulgarie et en Roumanie à la veille de l'intégration

comment au niveau des départements s'articulent les deux facteurs de la terre et du travail agricole en les mettant en relation avec les orientations productives, utilisées ici comme un descripteur indirect de l'insertion marchande. Les cercles proportionnels permettent de pondérer les types en fonction de l'étendue des superficies concernées.

Cette analyse donne une image des types d'agricultures existant à la veille de l'intégration européenne. La carte restitue la transcription géographique du dualisme agricole et montre notamment la vigueur toujours active de configurations géographiques construites au fil d'histoires agraires et économiques différenciées. Une première remarque s'impose : le dualisme des structures est de règle partout. Dans cinq des sept classes, microstructures et grosses exploitations se partagent plus de 88 % du territoire. C'est ensuite la part relative de ces deux types d'exploitations qui permet de décrire les différences. Deux grands types d'agricultures s'opposent : les campagnes paysannes dominées par les exploitations familiales en faire-valoir direct, tournées vers une polyculture d'autoconsommation d'un côté et, de l'autre, les campagnes entrepreneuriales dominées par les exploitations de type sociétaire ou associative de très grande dimension, tournées vers les céréales et plantes industrielles et où l'agriculture paysanne, marginalisée, subsiste dans leur dépendance.

Les plaines de grandes cultures

Sans surprise, les types A et B de grande agriculture règnent sur la plaine danubienne de part et d'autre de la frontière, sur des superficies considérables. Les deux pays les ont en partage avec toutefois des nuances. Le type A, pour lequel 85 % des terres sont aux mains d'entreprises de plus de 50 ha, est cantonné côté bulgare et trouve toute son extension le long du bas Danube et en plaine de haute Thrace³ ; les microstructures y occupent moins de 10 % des terres. Le type B, dual (73 % des terres aux grandes entreprises et près de 20 % aux microstructures) règne sur le Baragan et la Dobroudja roumaine ainsi que sur les reliefs de Stara Planina et de Sredna Gora, dans les bassins subbalkaniques de la Vallée des Roses et de Sofia. Nous rapprochons de ces deux profils, celui du type C également dual, présent dans les plaines du Banat ou d'Oltenie, où les grandes entreprises sont encore massivement présentes (57 % des superficies agricoles) mais doivent partager la terre avec des micro-exploitations paysannes qui travaillent 28 % des terres.

Les paysages de ces espaces sont marqués par les grands parcellaires, la mécanisation, de meilleures productivités du travail et de la terre. L'émiettement foncier ne vient interrompre les vastes étendues des grandes entreprises qu'aux abords des villages ou sur les contreforts montagneux comme dans le Banat roumain. Ce sont ici les terres des entrepreneurs. L'héritage socialiste permet de constituer des unités gigantesques de plusieurs milliers d'hectares. Dans les années 1990 de gros entrepreneurs locaux sont partis de fermes collectives transformées, d'un capital technique ou de capitaux accumulés dans d'autres secteurs pour constituer leur assise foncière. La proximité du Danube ouvre la voie à des exportations aisées, et Constanța sur la mer Noire renoue avec la tradition de grand port céréalier qu'elle avait acquise à la fin du XIX^e siècle. L'accessibilité, l'excellence des tchernozioms et l'atout de la matrice foncière attirent aussi l'investissement étranger : Italiens, Français, Hollandais viennent reprendre d'anciennes fermes d'État ou constituer des entreprises par rachat de terres et location (Vasiliu, 2007). Le contexte de renchérissement des prix céréaliers accroît encore l'attractivité de cet investissement. Reste à cette agriculture de plus en plus performante

3. Pour situer les régions citées, se reporter à la carte générale de la page 292.

la question de l'aléa climatique. Sécheresses et inondations limitent les résultats. La gestion de l'eau et la réhabilitation des infrastructures d'irrigation laissées à l'abandon depuis plus de quinze ans demandent de très importants investissements et la concertation des acteurs privés et publics à un niveau régional. En Roumanie, sur les 700 000 ha équipés sous le régime de Nicolae Ceaucescu, moins de 35 000 sont aujourd'hui fonctionnels. Ce chantier pourrait être un test de la nouvelle gestion territoriale par projet promue par les fonds structurels européens.

La prospérité agricole n'exclut pas la grande pauvreté rurale, particulièrement marquée dans la plaine danubienne où la richesse produite n'a pas de réels effets induits au niveau régional. Les villageois ne voient que peu les retombées des profits agricoles et n'obtiennent que quelques emplois saisonniers (comme le gardiennage des cultures). Les activités induites sont faibles. Si la dépendance à l'égard de l'emploi agricole s'allège sur les côtes de la mer Noire ou en Bulgarie centrale grâce à l'essor touristique, l'objectif de diversification des ressources apparaît, en plaine danubienne, difficile à imaginer: il y a peu à espérer du tourisme et les emplois industriels sont éloignés dans ces espaces peu maillés par le réseau urbain, et où se fait sentir tout le poids d'une marginalité géographique installée de longue date. Le manque d'emplois conduit certains propriétaires villageois à travailler leurs quelques hectares en faire-valoir direct, dans une logique de survie alimentaire, hors des circuits monétaires. Mais à terme, la formule paysanne pourrait disparaître de ces campagnes sous l'effet d'un très profond vieillissement. Côté roumain et plus encore côté bulgare, le déclin démographique est prononcé et les plus jeunes émigrent.

En Banat, la situation est différente. Le succès de la grande agriculture est ici associé à un tissu économique plus diversifié et dense, dynamisé par les investissements étrangers dans le secteur industriel et par l'intensité des échanges au sein d'un système de peuplement plus connexe et urbanisé. La reprise de l'industrie agroalimentaire pourrait offrir les moyens d'une progressive intégration de l'activité agricole dans l'économie régionale. Les soldes migratoires sont positifs, la population en voie de rajeunissement.

Les campagnes paysannes

L'autre branche de l'arbre de classification regroupe des types d'agriculture qui ont en commun le poids du *microfundium* paysan, travaillant toujours plus de 40 % des terres. Ici les problématiques sont d'une autre nature. Le sous-emploi agricole et l'absence de capitaux, la faiblesse des activités non agricoles bloquent l'émergence de structures de plus grande taille.

À l'intérieur de ce groupe, le second nœud de la classification isole les campagnes très atypiques des types F et G dans les Rhodopes au sud de la Bulgarie (fig. 4). L'exiguïté des finages démultiplie les charges agraires; arboriculture et tabac fournissent des revenus étriqués. Mais l'activité agricole vient prendre place dans un système complexe de valorisation des ressources qui associe échanges transfrontaliers et migrations. L'enjeu de développement de ces espaces est moins quantitatif que culturel et symbolique, lié à l'intégration des populations musulmanes.

Les types D et E sont ceux des collines et montagnes roumaines. La variante micro-paysanne (type D) s'est installée sur le pourtour externe des Carpates allant de l'Olténie au Nord de la Moldavie: les *microfundium* en faire-valoir direct s'étendent sur près de 60 % des surfaces. Le maïs est roi sur les terres où il se prête à un travail peu mécanisé, intensif et exclusivement familial, mais aussi dans le menu des familles

et dans l'alimentation du petit cheptel domestique. Les versants intérieurs des Carpates s'en distinguent (type E) par l'importance des prairies, encore fauchées à la faux, et par la sur-représentation des exploitations « moyennes », disposant de 5 à 10 ha (15 % des surfaces). Dans cet espace, le dualisme est moins accusé. Les revenus dégagés n'y sont guère supérieurs, mais il y a peut-être ici la matrice d'une future agriculture moyenne et marchande. Le maillage urbain, les meilleurs niveaux de qualification, la plus grande diversité du marché du travail pourraient permettre un mouvement de concentration et de modernisation, par délestage progressif des charges agraires sur d'autres secteurs et par réinvestissement des revenus dans le secteur agricole. Mais cela requiert un accompagnement par des politiques qui suivent au plus près les dynamiques sociales ou économiques en émergence, suscitent les innovations et encouragent leur diffusion.

Ces campagnes paysannes ne sont pas des mondes autarciques et repliés. Faiblement monétarisée et très peu intégrée sur les marchés, leur agriculture est en revanche fortement inscrite dans les stratégies de reproduction sociale et de gestion collective des risques économiques. Les solutions se cherchent à l'échelle des familles, à travers les solidarités qui lient leurs membres, placés en différents lieux pour capter différents types de revenus et permettre une forme d'ubiquité collective, entre villes et villages, enracinement villageois et migrations, à travers un jeu de circulations multiples et d'échanges (Hirschhausen, 1997; Heller, 1998; Rey, Bachvarov, 1998; Mihilescu, 2000; Sandu, 2000; Diminescu, 2001; Vlase, 2006 pour la Roumanie; Creed, 1998; Chevalier, 2000; Kaneff, 2002; Mischev, Kostov, 2003 pour la Bulgarie).

Ces formules pourraient s'avérer durables. La jeunesse des populations, en Moldavie ou dans les Rhodopes, alimente le vivier et les enquêtes montrent que les stratégies de sortie par la formation sont rares chez les jeunes. Avec la fin du communisme, la pompe aspirante des formations professionnelles s'est arrêtée et la pauvreté des familles interdit l'accès aux écoles secondaires et supérieures. Pour alléger le poids démographique et ouvrir la voie du développement, il faudrait des politiques très vigoureuses de bourses d'études et d'investissements dans les écoles rurales. Sinon, la faiblesse des niveaux de qualification risque de maintenir ces nouvelles générations sur des marchés de l'emploi peu rémunérateurs et exigeants en flexibilité, les obligeant à continuer de jouer de leur mobilité et des fonctions de repli des petites parcelles agricoles, ce qui bloque le marché foncier, la concentration des structures et l'émergence d'une agriculture marchande.

Les défis de l'intégration des campagnes roumaines et bulgares au sein de l'Union sont donc multiples : défi du nombre et de la pauvreté dans un contexte où le délestage sur d'autres secteurs est rendu difficile sous la pression d'un marché de l'emploi qui n'est rémunérateur et stable que pour les emplois qualifiés; défi de la modernisation agricole dans un contexte où l'investissement se concentre sur les très grandes entreprises installées dans les aires les moins peuplées; défi de l'ajustement d'une politique agricole et rurale européenne qui s'est construite dans et pour de tout autres contextes.

Gérer en différence, ajuster une politique à des contextes spécifiques

Au fur et à mesure de son élargissement, l'Union européenne doit faire face à une hétérogénéité croissante. Trois logiques pilotent la gestion des différences en son sein :

- une logique normative d'inscription de « l'acquis communautaire » dans les droits nationaux, dans un but d'homogénéisation, implicitement calé sur une notion de

rattrapage et passant par le transfert de modèles existants ;

- une logique de décentralisation qui consiste à laisser aux niveaux inférieurs de gestion des territoires (et notamment au niveau national) la responsabilité d'ajuster les principes généraux à leurs spécificités ;
- une logique concurrentielle, mise en œuvre dans la gestion des fonds structurels, qui remet aux acteurs locaux la responsabilité de leurs projets et place les territoires ruraux en concurrence à l'intérieur des États pour le financement de leur développement.

C'est en jouant de ces trois leviers, que l'Union essaie de répondre à des objectifs d'harmonisation d'un ensemble géographique traversé par de forts gradients de développement. La politique agricole, la plus intégrée de l'Union, échappe moins que d'autres aux contradictions. Un an seulement après l'élargissement⁴ il est difficile de dresser l'état d'une situation peu consolidée. Nous essaierons ici d'identifier les principaux champs de tension en nous appuyant sur une évaluation des programmes de préadhésion SAPARD⁵ et de mise en place des outils de la politique agricole commune dans les deux pays.

La gestion de la norme

La question de la norme fait le quotidien de la Commission et de sa gestion d'un grand marché unique de 27 États membres. Mais que normer et comment normer quand les différences sont fortes ? En Bulgarie et en Roumanie, l'actualité médiatique a été secouée au cours des dernières années par les polémiques autour de la réglementation sanitaire européenne. Un domaine où l'Union entend faire respecter des règles rigoureuses sur les conditions d'hygiène de la production animale, au nom de la protection des consommateurs, des conditions de concurrence voire du bien-être des animaux. Les conditions exigées par les normes européennes d'abattage du porc ou du mouton et les maxima bactériologiques autorisés pour le lait sont loin de pouvoir être respectés dans les villages. Consciente de la difficulté de faire appliquer *ex abrupto* à des agricultures paysannes des normes progressivement établies chez les anciens États membres au rythme de leur modernisation, la Commission a accordé trois ans de délais supplémentaires pour permettre aux deux pays de mettre en place les infrastructures sanitaires nécessaires. Mais l'effort à fournir rencontre, comme d'ailleurs auparavant dans d'autres pays européens, l'incompréhension profonde des opinions publiques qui y voient une atteinte à leur identité. Dans la gestion de ces débats, les gouvernements ont oscillé, peinant à définir une position claire, pris entre leur électorat et une Commission dont ils ne comprennent pas toujours les exigences. À terme, une partie du versement des aides financières est en jeu.

Il faudra observer avec attention la gestion de cette « conditionnalité », affichée du côté de l'Union comme impérative et qui, depuis la réforme de la politique agricole commune en 2003, lie le versement des aides au respect de normes en matière de santé publique et d'environnement. Bien sûr, du côté des grandes entreprises agricoles et agroalimentaires, son application est déjà avancée. Les investissements, soutenus par les programmes de préadhésion, ont permis la mise aux normes européennes des installations. Du côté des petites exploitations, le problème pourrait s'avérer plus ardu : après quarante ans de gestion socialiste, les sociétés villageoises sont rompues à un art d'accommoder les mots d'ordre : elles ont acquis un savoir-faire mobilisant un jeu complexe de relations et d'arrangements avec les différents niveaux de l'autorité administrative et conquis une vraie capacité de résistance. Ces pratiques font aussi la matière d'une différence géographique que l'on ne saurait rapporter aux seuls indicateurs

4. Manuscrit clos en février 2008.

5. Le programme SAPARD (Special Accession Programme for Agriculture and Rural Development) est le programme européen de préadhésion pour l'agriculture et le développement rural destiné aux pays candidats pour la période 2000-2006.

des résultats productifs et des niveaux de modernisation. Elle en constitue une dimension existentielle, façonnée dans la longue durée des expériences historiques particulières de cette « Europe de l'entre-deux » (Rey, 1992).

Aussi la lecture des rapports annuels du programme SAPARD rend-elle parfois sceptique tant elle laisse deviner une approche technique et bureaucratique du processus de transformation, en décalage avec les réalités de terrain. Il manque sans doute aux experts mandatés pour des missions d'évaluation, le temps de s'intéresser à la dimension sociale et culturelle de l'écart à la norme qu'ils sont censés mesurer. Une analyse fine des modalités de formulation et d'opérationnalisation de ces politiques publiques mettrait pourtant sans doute au jour l'effet de routines installées de longue date aux différents niveaux de l'appareillage administratif et le jeu subtil que chacun met en œuvre à son niveau pour ajuster les langues de bois officielles aux contraintes concrètes. Soulignons toutefois l'ampleur des mutations en jeu actuellement. La création d'agences gouvernementales chargées de mettre en œuvre la politique agricole commune a provoqué un profond renouvellement et un réel rajeunissement du personnel, justement aux niveaux clés d'articulation départementaux et locaux. Des milliers d'agents ont été recrutés pour enregistrer les exploitations et mettre en place le système de paiement des aides directes. De quels horizons de formation proviennent-ils ? quelles sont leurs représentations du monde paysan ? quelles sont leurs capacités à interagir au sein des dispositifs publics ? Il faudra observer le processus. De celui-ci dépendent aussi les interprétations nationales et régionales du projet européen, la manière dont s'opèrera la gestion de la différence de ces campagnes et les modalités de leur intégration au contexte de l'Union.

Les difficiles ajustements nationaux des politiques européennes

En matière agricole, la Bulgarie et la Roumanie sont confrontées à une forme de déphasage de leurs préoccupations au regard des priorités européennes. Au fil de ses réformes, la politique agricole commune a en effet mis l'accent de manière croissante sur les dimensions environnementalistes, patrimoniales, paysagères de l'activité dans un contexte de dépassement progressif des enjeux de modernisation et d'augmentation de la production propres aux premières décennies, et de prise de conscience des risques environnementaux et sociaux d'une « dépayssannisation » des campagnes. La réforme de 2003 a sanctionné le passage d'une politique de subvention de la production à une politique d'aides directes indexées sur les surfaces agricoles et qui découple, en conformité avec les règlements de l'Organisation mondiale du commerce, le financement européen des résultats productifs et de la mise sur le marché. Cette mesure devait notamment avoir pour effet de récompenser un peu moins la performance productive et davantage la gestion et l'animation des territoires. Dans le cadre des négociations sur leur intégration, la Roumanie et la Bulgarie se sont vues attribuer pour le volet agricole des enveloppes d'un montant respectif de 1,7 et 1,2 milliard d'euro pour la période 2007-2009. Ces chiffres correspondent aux interventions sur les marchés de certains produits et au montant des aides directes simplifiées auxquelles peuvent désormais prétendre les exploitants agricoles ; elles équivalent à 25 % des aides à l'hectare perçues par leurs confrères des anciens pays membres⁶.

Mais la question de la « dépayssannisation » des campagnes qui préoccupe les anciens membres n'est pas ici à l'ordre du jour, comparée à la préoccupation productive toujours centrale. La décennie 1990 a enregistré l'effondrement des résultats. Pour

6. Il faut ajouter les fonds consacrés au développement rural : 2,3 milliards d'euros pour la Roumanie et 1 milliard pour la Bulgarie. Comme pour les dix pays entrants de 2004, le pourcentage d'aide augmentera d'année en année jusqu'à atteindre 100 % du montant de l'Europe des quinze en 2016.

essayer de limiter la crise, les deux pays ont eu tendance alors à subventionner les plus grandes entreprises rescapées du démantèlement, mais sur un mode jugé peu efficient (Pouliquen, 2001). La privatisation de ces grands producteurs et l'arrivée de financements européens qui leur ont permis de grands investissements ont réouvert la voie à la croissance des productions végétales; mais les niveaux productifs de la fin de la période socialiste sont à peine retrouvés, et les rendements restent toujours en deçà des moyennes européennes en dépit d'atouts agronomiques importants. La crainte qu'avait soulevée à l'Ouest l'arrivée sur le marché de la concurrence d'anciens greniers à blés de l'Europe s'est avérée en grande partie infondée. Si la balance commerciale agricole bulgare est redevenue positive (Tonev, Shahollari, 2001) elle reste en Roumanie durablement négative (1,2 milliard d'euro en 2006), pas uniquement en raison de la faiblesse de son offre en produits transformés mais aussi en raison de déficits récurrents dans le secteur des grandes cultures⁷. Pour les deux pays l'enjeu productif demeure d'une grande actualité et l'on peut supposer que les mécanismes de la nouvelle politique agricole commune, pensés pour d'autres enjeux, n'auront pas l'efficacité qu'eurent ceux de la première politique agricole commune sur l'essor productif ouest-européen. L'amélioration des niveaux de productivité dépendra dès lors fortement des politiques nationales (Bencheva, 2005) dans des contextes budgétaires toutefois très contraints.

La modernisation des structures agricoles dépendra également beaucoup des États. Pour relever le défi des masses paysannes gérant un tissu dense de micro-exploitations non marchandes, les financements européens se révèlent jusqu'à présent de peu d'utilité. Les deux pays ayant fixé le seuil d'éligibilité des exploitations à 1 ha minimum⁸, cela exclut l'accès aux aides directes de 50 % des exploitations en Roumanie et 80 % en Bulgarie. En outre ces aides directes sont réservées aux parcelles de plus de 0,1 ha en Bulgarie et 0,3 ha en Roumanie, ce qui a un effet plus sélectif encore surtout en Roumanie: dans les piémonts et collines, rares sont les parcelles qui atteignent cette dimension. En 2007, 1,2 million d'exploitations roumaines (30 % du total) ont pu remplir les conditions exigées: inscription au registre départemental des exploitations, ouverture d'un compte bancaire et assise foncière suffisante, soit 8,9 millions d'ha déclarées éligibles et 57 % des terres du pays⁹. Nous ne disposons pas de chiffres régionaux mais la typologie des agricultures laisse présager de fortes différences géographiques.

Dans les plaines de grandes cultures, l'essentiel des terres peuvent prétendre aux aides directes qui profitent aux très grosses entreprises: même à 25 % de leur mesure ouest-européenne, l'enveloppe peut être forte. La presse s'est fait l'écho des pactoles que quelques exploitations comptant plusieurs dizaines de milliers d'ha peuvent ainsi encaisser¹⁰. Les régions paysannes et micropaysannes en revanche ne capteront probablement que très peu la manne européenne. On comprend l'argumentaire qui a présidé à ces choix: il s'est agi de limiter les effets d'un saupoudrage d'aides que l'émiettement des structures rendrait financièrement dérisoires pour les bénéficiaires¹¹ et extrêmement coûteuses à gérer. Le choix s'est donc fait en faveur des structures légèrement plus grandes en misant sur un mouvement de concentration qui permettrait l'émergence d'une catégorie d'exploitations familiales marchandes encore inexistante. La géographie de l'aide directe européenne devrait donc essentiellement profiter aux régions de grande agriculture mais n'être que de faible recours pour les campagnes paysannes¹². Le gouvernement roumain entend en outre accompagner le processus par une indemnité viagère encourageant les propriétaires les plus âgés à céder leurs terres.

7. Également par suite d'une série de catastrophes climatiques (inondation et sécheresses) qui ont marqué les premières années 2000.

8. 0,3 ha pour le secteur viticole, arboricole et jardin.

9. Communiqué de presse de l'Agenția de plăți și intervenție pentru agricultură (APIA) du 4 février 2008

10. Tel ce propriétaire de Insula Mare à Brailă à qui ses 57 000 ha devraient rapporter 3 millions d'euros (Mihaela Racu, « Caimacul aderării merge la marii latifundiar », [La crème de l'adhésion va aux grands propriétaires], *Cotidianul* 25 juin 2006).

11. Les estimations relevées dans la presse font état d'une moyenne de 50 euros environ par ha et par an en Roumanie pour l'année 2007 (Ziua, 22 décembre 2007).

12. Cf. les cartes relatives aux projets acceptés au premier trimestre 2008 dans le cadre du nouveau financement par le Fonds européen pour l'agriculture et le développement rural (FEADER), voir von Hirschhausen, 2008.

Le processus de concentration pourrait être toutefois plus lent et difficile que prévu. D'abord parce que, dans le contexte actuel de pauvreté et de haute incertitude économique, les petites parcelles offrent aux familles une garantie alimentaire hors des circuits monétaires qu'elles ne cèdent qu'en cas de nécessité absolue¹³. Ensuite parce que la défiance des petits propriétaires à l'égard des entrepreneurs agricoles et l'asymétrie de leurs relations freinent la formalisation des fermages à laquelle les villageois préfèrent souvent les ententes verbales entre personnes de confiance (Stan, 2005; Amblard, 2006). Enfin parce que les frais notariés que réclament les démarches de cession ou d'échange peuvent rester dissuasifs pour ce microparcellaire (Ghib, 2007). L'émiettement foncier est lu dans la plupart des analyses comme un phénomène résiduel promis à une liquidation prochaine sous l'effet d'une concentration inéluctable qui rééditerait l'histoire de la modernisation des agricultures ouest-européennes. Nous proposons de le considérer plutôt comme un élément systémique de sécurisation économique au sein des réseaux de solidarité familiale, dans un contexte de haute incertitude économique (Mischev, Kostov, 2003). Il pourrait s'avérer d'autant plus durable que ces sociétés peinent à faire confiance à l'avenir. L'histoire, en ces espaces, l'a trop rarement permis (Rey, 1992).

Financer le développement local sur projet

Un troisième mode de gestion de la différence géographique au sein de l'Union consiste à laisser aux territoires l'initiative de leur développement. C'est sur ce principe que repose le second pilier de la politique agricole européenne, appuyé sur les fonds structurels qui permettent le financement sur projet de la modernisation et de la diversification économique des campagnes. Quelques mois après l'intégration, les résultats sont encore trop peu visibles; on peut toutefois se reporter à la mise en œuvre du programme SAPARD de préadhésion entre 2000 et 2006. La Roumanie a investi dans le cadre de ce programme près d'un milliard et demi d'euro non remboursable, financé pour partie sur ses fonds propres et sur les fonds européens. La Bulgarie a, quant à elle, investi 500 millions d'euros. Au fil des années, les deux pays ont développé une capacité à absorber ces financements qu'ils n'avaient pas au début. L'examen des rapports annuels montre que ces fonds ont d'abord été engagés pour moderniser les infrastructures rurales. En Roumanie, près de 600 collectivités territoriales parmi les plus dynamiques ont appris à y avoir recours pour moderniser leurs routes et leurs réseaux d'adduction d'eau. À la fin 2005¹⁴, 67 % des 706 millions d'euros engagés avaient été mobilisés. Ces fonds sont allés en second lieu aux plus gros acteurs économiques: industries agroalimentaires et grandes entreprises agricoles en ont bénéficiés pour moderniser leurs équipements et les mettre aux normes européennes; fin 2005, 20 % étaient allés à 231 projets du secteur agroalimentaire et 8 % aux 593 projets d'entreprises agricoles.

Les communautés villageoises et les petits acteurs économiques, agriculteurs ou artisans, sont restés à l'écart de ces ressources. Fin 2005 en Roumanie, les fonds consacrés au développement et à la diversification des économies rurales n'ont touché que 478 projets pour 4 % des sommes engagées par ce programme. La technicité des dossiers avait de quoi décourager les intentions, et le manque de savoir-faire au niveau local des instances chargées de relayer les demandes et de coordonner les efforts individuels ont bloqué l'accès aux fonds. Les nouveaux modes de gouvernance promus par l'Union européenne sur la base du développement par projet présupposent en

13. L'extraordinaire extension des friches en Bulgarie, dans un contexte de marché foncier quasiment bloqué, est un indicateur de cette réticence des propriétaires à vendre leur terre même quand ils n'ont pas les moyens de la travailler. Les conflits familiaux autour d'héritages portant sur de très petites superficies finissent de bloquer le marché et témoignent de l'actualité des enjeux fonciers.

14. Dernier rapport publié: Ministry of Agriculture, Forests and rural Development, Managing Authority for SAPARD Programme. Annual report on SAPARD Programme Implementation in Romania - 2005., Romania, December 2006.

15. Le cas de la petite association du village de Sosesti (vignoble de Buz_u en Roumanie), issue d'un jumelage avec une commune champenoise, illustre cette difficulté. Elle tente de rassembler les propriétaires de l'ancienne coopérative socialiste démantelée en 1991 sur un projet de vin de qualité. Ses responsables et adhérents sont instituteur, ingénieur viticole, propriétaires urbains; engagés dès 1991 dans un jumelage d'opération village roumain, ils ont su mobiliser le réseau pour se former au montage de projets et ainsi obtenir en 1997 des fonds du programme Phare. Ils vendent leur vin dans les restaurants de la région et auprès d'un réseau d'amateurs. Leur fête du vin est répertoriée dans les guides de tourisme et attire des centaines de visiteurs. Elle permet de commercialiser la production et d'amorcer un tourisme rural d'accueil chez l'habitant. Pourtant, seule une trentaine des six cents propriétaires viticoles du village a rejoint l'association. Les autres continuent de vendre individuellement leur raisin à très bas prix à une société viticole de la région. La défiance à l'égard d'un engagement collectif qui demande en outre de risquer sa récolte le temps de maturation du vin les dissuade d'y adhérer (enquête personnelle, mai 2004).

effet des savoir-faire et des configurations sociales qui n'existent que rarement sur place. Notre expérience de terrain montre qu'en outre les personnels des agences SAPARD régionales situées dans les grandes villes du pays, formés en économie ou en agronomie et insérés dans les réseaux sociaux des entrepreneurs agricoles et agroalimentaires n'avaient que peu de considération pour les projets villageois. Ils n'ont pas cherché à en susciter ni à les accompagner. Leur incapacité à imaginer l'intégration des agricultures paysannes dans les programmes de développement régional a même débouché sur une fréquente déconnection des projets du secteur agroalimentaire vis-à-vis des problèmes logistiques et financiers des petits producteurs situés immédiatement en amont. Dans leur analyse sur la préparation de la Roumanie et de la Pologne aux fonds structurels, François Bafail et Édith Lhomel (2003) faisaient remarquer la nécessité d'une «intense mobilisation de leurs administrations».

L'entrée dans l'Union a suscité un grand réseau administratif, ramifié jusqu'au niveau départemental. De la capacité des agences de paiement à recruter et mobiliser un personnel compétent et inventif dépend pour une large part l'efficacité de ces groupes d'action locale (GAL) associant, en partenariat, acteurs privés et publics et censés désormais monter et mettre en œuvre des projets de développement pour capter les financements. Jusqu'à présent, ce sont surtout les ONG qui se sont faites les promoteurs les plus actifs de synergies locales, mais la mobilisation sur des projets locaux se heurte à la décrédibilisation profonde des projets collectifs¹⁵. Il y faut des leaders locaux à la fois formés aux complexités des dossiers de demandes et capables de fédérer les acteurs sur la base de relations de confiance: des figures à la charnière des mondes villageois et technocratique qui sont finalement assez rares. La pertinence d'outils développés dans le contexte de sociétés rurales ouest-européennes globalement prospères et familières des pratiques de démocratie locale, de concurrences et de partenariat économique demeure encore à prouver pour les campagnes roumaines et bulgares. Il faudra des acteurs engagés et imaginatifs, capables d'inventer le développement à l'articulation entre les niveaux de financement et les niveaux très locaux. Faute de savoir promouvoir, dans les rangs de l'administration ou des ONG, cette catégorie d'acteurs médians, les politiques pourraient rester incapables de penser l'avenir et impuissantes à agir.

Conclusion

Le dualisme des agricultures a ses racines dans une histoire longue et trouve la voie de sa reproduction par-delà l'expérience collectiviste. Il pourrait même s'avérer encore durablement installé. Aux plaines de grande agriculture, le gros des aides et des investissements nationaux ou étrangers devrait permettre de venir jouer sur les marchés internationaux. Mais la faible capacité de ce modèle économique à redistribuer localement de la richesse pousse les populations au départ. Le vieillissement des populations dans les espaces où ce modèle agricole est le mieux implanté, laisse présager l'installation de grands vides démographiques. En revanche, les campagnes paysannes pourraient continuer de soutenir des densités agraires élevées, sans véritable délestage d'une main-d'œuvre pléthorique et sans réelle modernisation possible. La diversification des ressources, l'intégration de l'activité agricole dans des tissus économiques plus complexes constitue un enjeu majeur, car en l'état, aucun de ces deux types de trajectoires ne semble véritablement engagé sur la voie d'un développement régional endogène.

Autant que de capitaux c'est peut-être d'imagination que les campagnes bulgares et roumaines pourraient avoir besoin; elle semble parfois faire défaut. La récurrence dans les programmes de développement rural des appels à l'émergence d'une agriculture de taille moyenne, familiale et marchande apparaît incantatoire tant elle est déconnectée des situations présentes et des évolutions prévisibles. Ce modèle dit « danois » (Sivignon, 1993), qui porta le mouvement de modernisation au sein de la politique agricole commune depuis les années 1960 et que les gouvernements nationaux semblent appeler de leurs vœux, est ici largement absent. L'analyse des politiques montre, en outre, une forme d'incapacité à soutenir son émergence à partir d'un agrandissement et d'une modernisation des exploitations paysannes: ces dernières sont restées jusqu'à présent hors d'atteinte des outils existants, en dépit de l'importance des transferts financiers. Pourtant la politique agricole commune, dans ses modes à la fois normatifs et décentralisés de gérer les différences, offre probablement les moyens financiers et techniques de transformer les structures actuelles tout en imaginant des solutions innovantes. Mais sans doute cela demande-t-il de se libérer de l'obsession de modèles historiques ouest-européens et de chercher au contraire à coller à des contextes qui se sont construits au fil d'histoires sociales et agraires d'une tout autre facture.

Références

- AMBLARD L. (2006). *Les Pratiques contractuelles foncières dans une économie en transition. Le Cas du département d'Alba en Roumanie*. Montpellier: École nationale supérieure agronomique, thèse de doctorat en agro-économie, 300 p.
- BAFOIL F., LHOME E. (2003). « La préparation aux fonds structurels de l'UE. Les exemples de la Pologne et de la Roumanie ». *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1033, p. 28-38.
- BAZIN G. (2007). « Politique agricole commune à l'Est. Premiers résultats ». *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1063, p. 11-21.
- BENCHEVA N. (2005), « Transition of Bulgarian Agriculture: present situation, problems and perspectives for development ». *Journal of Central European Agriculture*, vol. 6, n° 4, p. 473-480.
- BILLAUT M. (1996). « Les campagnes bulgares: le grand chambardement pour quels résultats ? ». In REY V. (dir.). *Nouvelles campagnes de l'Europe centre orientale*. Paris: CNRS Éditions, coll. « Espaces et milieux », p. 121-152.
- CHEVALIER S. (2000). « Stratégies d'échanges en Bulgarie ». *Balkanologie*, vol. IV, n° 2, p. 59-71.
- CREED G.W. (1998). *Domesticating Revolution From Socialist Reform to Ambivalent Transition in a Bulgarian Village*. University Park: The Pennsylvania State University Press, 304 p.
- DIMINESCU D. (2001). « L'installation dans la mobilité: les savoir-faire migratoires des roumains ». *Migrations Sociétés*, vol. 13, n° 74, p. 107-117.
- DUMITRU M., DIMINESCU D., LAZEA V. (2004). « Dezvoltarea ruralăi reforma agriculturii românești » Institut european dîn români, Centrul român pentru politici economice, 29 p. <http://www.cerpe.ro/pub/study54ro.htm>.
- EUROSTAT (2003). à compléter. Citée à la 298.
- GHIB M-L. (2007). *Restructuration foncière et sortie de l'agriculture en Roumanie: analyse de la mesure de rente viagère*. Dijon: Université de Bourgogne, mémoire de recherche en master Économie et gouvernance des territoires, 76 p.
- GIORDANO CH., KOSTOVA D. (1995). « Bulgarie. Une réforme agraire sans paysans ». *Études rurales*, n° 138-139-140, p. 157-171.

???

- HELLER W. (1998). « Binnenmigration und Probleme des Ländlichen in Post-sozialistischen Rumänien ». *Südosteuropa*, vol. 47(12), p. 659-684.
- HIRSCHHAUSEN B. VON (1997). *Les Nouvelles Campagnes roumaines : paradoxes d'un retour paysan*. Paris : Belin, coll. « Mappemonde », 240 p.
- HIRSCHHAUSEN B. VON (2008). « Les sociétés rurales roumaines face à l'irruption des financements extérieurs ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 4 (sous presse).
- KANEFF D. (2002). « Work, Identity and urban-rural relations in Bulgaria ». In LEONARD P., KANEFF D. (ed.), *Post-Socialist Peasant? Rural and Urban Constructions of Identity in Eastern Europe, East Asia and the Former Soviet Union*. New-York : Palgrave Macmillan, 237 p.
- KANEFF D., CARTER F.W. (1999). « Rural Diversification in Bulgaria ». *GeoJournal*, vol. 46, n° 3, p. 183-191.
- KOPEVA D. NOEV N. (2003). « Subsistence farming in Bulgaria : Between tradition and market requirements ». In ABELE S., FROHBERG K. (eds), *Subsistence Agriculture in Central and Eastern Europe : How to Break the Viscious Circle ?* Halle : Institut für Agrarentwicklung in Mittel-und Osteuropa (IAMO), coll. « Studies on the Agricultural and Food Sector in Central and Eastern Europe », vol. 22, p. 133-146.
- MIHAILESCU V. (2000). « La **maïs**ie diffuse, du communisme au capitalisme : question et hypothèses ». *Balkanologie*, vol. IV, n° 2, p. 73-90.
- MISCHEV P., KOSTOV Ph. (2003) « Decision making patterns of subsistence farmers in Bulgaria ». In ABELE S. FROHBERG K. (eds), *Subsistence Agriculture in Central and Eastern Europe : How to Break the Viscious Circle ?* Halle : Institut für Agrarentwicklung in Mittel-und Osteuropa (IAMO), Studies on the Agricultural and Food Sector in Central and Eastern Europe, vol. 22, p. 71-85.
- POTOT S. (2007). *Vivre à l'Est, travailler à l'Ouest. Les routes roumaines de l'Europe*. Paris : L'Harmattan, coll. « Aujourd'hui l'Europe », 232 p.
- POULIQUEN A. (2001). « L'agriculture néo-paysanne roumaine : le tampon social contre la relance globale. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 32, n° 2, p. 121-153.
- REY V. (1992). « L'Europe de l'Est, l'Europe de l'Entre-Deux ». In BAILLY A., FERRAS R., PUMAIN D. (dir.), *Encyclopédie de géographie*. Paris : Economica, p. 827-840.
- REY V. (dir.). (1996). *Nouvelles Campagnes de l'Europe centre orientale*. Paris : CNRS Éditions, coll. « Espaces et milieux », 240 p.
- REY V., BACHVAROV M. (1998). « Rural settlements in transition – agricultural and Countryside crisis in Central-Eastern Europe ». *GeoJournal*, vol. 44, n° 4, p. 345-353.
- REY V., GROZA O., IANOS I., PATROESCU M. (dir.) (2007, 2^e ed.). *Atlas de la Roumanie*. Paris : La Documentation française – CNRS-GDRE S4, 208 p.
- SANDU D. (2000). « **Migra?ia circulatorie ca strategie de via?** ». *Sociologie Românesc?*, n° 3, p. 5-29.
- SIMIGNON M. (1992-1993). « La diffusion des modèles agricoles : essai d'interprétation des agricultures de l'Est et du Sud de l'Europe ». *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 63, fasc. 2, p. 133-154.
- STAN S. (2005). *L'Agriculture roumaine en mutation. La Construction sociale du marché*. Paris : CNRS Éditions, 218 p.
- TONEV S., SHAHOLLARI L. (2001). « Agriculture development and trade in Bulgaria, FYR of Macedonia and Albania in the context of Common Agriculture Policy ». *South-East Europe Review*, n° 3, p. 51-70.
- VASILIU E. (2007). *Enjeux de l'implantation des structures agricoles française en Roumanie*. Lyon : ENS LSH-UMR 5600 Géophile, mémoire de master 2, 58 p.
- VLAȘE I. (2006). « **Re?ele de migra?ie între Vulturii și Roma. Elemente pentru o analiză de gen** » [Réseau de migration entre Vulturii et Rome. Éléments pour une analyse de genre]. In MIHAILESCU V. (coord.), *Între România și Italia Traiectorii migratoare. Societatea real?*, vol. 4. Bucarest : Paideia, p. 119-142.